

Lutte de Classe — Janvier 1972

LE DIRIGISME CONTRE LA RÉVOLUTION

Nous avons reçu d'un camarade de province une lettre soulevant des problèmes qui nous paraissent fondamentaux pour la compréhension de l'activité révolutionnaire. Nous en reproduisons ci-dessous l'essentiel, suivi d'une mise au point de notre part.

... Je tiens également à te faire part des points de votre plate-forme de regroupement avec lesquels je ne suis pas, **à proprement parler, en désaccord**, car cela suppose qu'on ait des idées définies et définitives par définition, mais qui me paraissent très insuffisants du point de vue d'une analyse sérieuse.

Et d'abord la façon dont est traité le phénomène bureaucratique. En page 9 vous écrivez : « Il est certain qu'aucun statut ne peut protéger l'organisation révolutionnaire d'une dégénérescence bureaucratique ». Il me semble, quant à moi, que la dégénérescence bureaucratique ne dépend ni de statuts, ni des appétits de pouvoir d'un ou de plusieurs, ni même de l'existence d'une organisation de type dirigiste, mais bien plutôt est déterminée par un rapport de force donné. En clair, il me semble que la bureaucratie n'est pas **cause** mais bien **produit**, expression des nécessités objectives d'une situation donnée. Ainsi, la bureaucratie n'est pas la cause de la dégénérescence de l'URSS, ou si l'on veut être plus sévère, de l'avortement de la révolution prolétarienne en Russie, mais l'expression de la nature **inévitablement** contre-révolutionnaire de l'État russe après la défaite du mouvement ouvrier en Europe (et surtout en Allemagne).

Ainsi, lorsque vous écrivez page 3 : « C'est ainsi qu'en Russie le parti bolchevik, porté au pouvoir par l'effondrement du tsarisme, a fourni une bonne partie des cadres dirigeants du premier capitalisme bureaucratique d'État », je reste perplexe. Je dois dire que je fais partie de cette génération marquée par le mois de Mai 1968, et que pendant un certain temps je criais, à tort et à travers : « Kronstadt, hou les vilains bolcho ! » Heureusement j'ai depuis un peu évolué. Certes Kronstadt est condamnable, mais là n'est pas la question. Pour autant que j'ai lu Lénine, j'ai constaté qu'il disait à partir de 1918 : tant que la révolution russe ne sera pas relayé par celle des pays européens (**hautement industrialisés**) nous n'avons rien à faire que d'attendre et d'aider si possible, attente qui ne peut se traduire économiquement, avec le **développement de la guerre civile**, que par des mesures capitalistes d'État. À aucun moment Lénine n'a prétendu construire le socialisme dans une Russie isolée. Si je dis cela, ce n'est assurément pas par léninisme, bien au contraire je déplore le léninisme mais

non pas à propos de Kronstadt, bien plutôt à propos de ses thèses de *Que Faire* (inoculation de la conscience révolutionnaire par des professionnels — cf. analyse de Barrot et Guillaume dans Spartacus). Mais revenons en à cette phrase de la plate-forme où l'on présente l'avènement du parti bolchevik (« porté au pouvoir par l'effondrement du tsarisme ») comme l'histoire d'une solution de rechange du capital en Russie ; là également je reste perplexe car je considère (et ce n'est pas là un jugement de valeur moral ou idéologique) qu'en 1917 le parti bolchevik était une composante à part entière du mouvement ouvrier, même, et **cela est certain**, s'il était plein de défauts ; mais il me paraît difficile de le présenter, aussi rapidement, comme un parti destiné à appliquer inévitablement le capitalisme d'État, même s'il fut, par la force des choses, comme je l'ai dit plus haut, **l'instrument** grâce auquel fut appliqué ce capitalisme d'État. Pour trouver une réponse à ces problèmes, il me semble qu'il faudrait étudier ce que le parti bolchevik **aurait pu faire d'autre** dans la situation d'alors (isolement - niveau industriel très bas - classe ouvrière minoritaire, etc.) ou mieux **qu'y avait-il à faire ?**

Mais il y a plus, page 8, l'on présente les bolcheviks (et par extension les néo-bolcheviks) comme des fossoyeurs inévitables. Là encore je ne suis pas satisfait, non pas que je veuille défendre les léninistes, cela est clair, je l'espère, mais parce que le problème se pose de savoir si c'est **uniquement** le caractère dirigiste d'une organisation, susceptible donc de dégénérer bureaucratiquement qui en fait le dernier rempart du capital ou si cela est dû aux faiblesses théoriques du programme politique « communiste » (de telle ou telle organisation), faiblesses qui se traduisent automatiquement dans la stratégie et la tactique (c'est d'ailleurs sur ce point que Gorter fonde sa réponse à Lénine). Il me semble, en fait, que la bureaucratie n'est pas la cause mais le produit d'une déviation ou d'une déformation ou encore d'une dénaturaison du projet révolutionnaire communiste,

C'est pourquoi je pense que l'affirmation claire du projet révolutionnaire communiste est la chose fondamentale pour tous ceux qui sont déterminés à engager le combat pour le communisme, et que cela passe même avant la **glorification** des vertus de l'autogestion (peut-être me trompé-je car celle-ci n'a de sens qu'en tant qu'elle permet de réaliser la destruction des rapports capitalistes de production : pour moi (encore une fois je n'affirme rien, je me pose des questions) l'autogestion n'est pas une fin mais bien un moyen (car il ne me paraît pas inconcevable qu'il y ait un système capitaliste où les travailleurs gèrent leur propre exploitation, leur propre misère. Si je dis cela c'est que j'ai conscience (et je ne crois pas surestimer) de la formidable puissance de défense et de récupération du capital. C'est la raison pour laquelle je reste réticent devant les scrupules de cette plate-forme face à tout danger bureaucratique (délégation d'activité, spécialisation, dirigisme, etc.) car j'y vois un esthétisme déplacé de caractère janséniste c'est-à-dire qui vise à la démonstration d'une excellence toute formelle. Je dois ajouter que j'y aspire autant que vous et qu'ils sont assurément indispensables pour l'établissement de rapports sociaux communistes mais je crois aussi qu'il n'y a pas à avoir peur du dirigisme par exemple s'il permet de provoquer des actions du moment qu'il est sous-tendu et qu'il reproduit un programme ou projet authentiquement communiste et tant qu'il **ne désamorce pas** les aspirations

révolutionnaires du prolétariat **au nom d'intérêts spécieux** (et j'ai conscience qu'il y a alors un danger qui est celui du **substitutionnisme volontariste**). Si je dis cela c'est que je suis persuadé que ceux qui engageront le combat communiste auront à se salir les mains à un moment donné ou à un autre (même un fasciste ou un démocrate ou un pauvre con de flic qu'il faudra abattre, il ne faut pas se leurrer, est avant d'être un salaud victime de l'idéologie bourgeoise) et cela d'autant plus qu'il y aura tentative de manipulation et de provocation de la part du capital... Si je dis cela c'est qu'il me semble qu'il n'y aura pas à hésiter s'il faut recourir à des mesures extrêmes (exemple : ôter la liberté d'expression aux staliniens, etc.), au nom d'une quelconque morale libertaire ou autre...

MISE AU POINT DU GLAT

La question essentielle qui se trouve posée par ta lettre peut se résumer comme suit : « qu'est-ce qui amène une organisation révolutionnaire à jouer un rôle contre-révolutionnaire ? ».

À cela tu réponds : « d'une part les circonstances historiques, d'autre part la faiblesse théorique du programme ». Laissons de côté pour l'instant le premier facteur, qui de toute manière doit être indépendant de l'organisation révolutionnaire en tant que telle. En tout état de cause, des organisations différentes placées dans des circonstances identiques ont réagi différemment — il est donc important d'être au clair sur la source et la nature de ces différences.

Mais que doit-on entendre par « faiblesse théorique du programme » ? Une telle formule se prête à deux interprétations très différentes :

- une interprétation purement idéaliste (les révolutionnaires n'ont pas compris la nature réelle du processus révolutionnaire) ;
- une interprétation conforme au matérialisme historique : les soi-disant révolutionnaires se sont trouvés, par rapport au prolétariat, dans une situation qui leur interdisait de contribuer au processus révolutionnaire.

Il va sans dire que pour nous, seule la deuxième interprétation est à retenir. Il s'agit donc de définir le processus révolutionnaire, et d'en déduire la nature de la contribution que des révolutionnaires organisés seraient éventuellement en mesure d'y apporter.

À notre sens, le processus révolutionnaire se définit par la substitution aux rapports sociaux existants de nouveaux rapports (dits « communistes ») qui se caractérisent par la prise en main par la classe actuellement exploitée — le prolétariat — des conditions de la vie en société. En outre, nous estimons — nous écartant en cela de l'opinion la plus

répandue parmi ceux qui se réclament aujourd'hui du marxisme — que si le renversement des rapports de production capitalistes ne peut, en dernière analyse, que prendre la forme d'une crise sociale violente, il suppose néanmoins au préalable l'émergence des nouveaux rapports sociaux au sein même de la classe destinée à les généraliser à l'ensemble de la société. En d'autres termes, il nous semble exclu qu'un prolétariat rigoureusement confiné dans le genre de rapports sociaux qui correspondent pleinement à la domination capitaliste, dépossédé de toute parcelle d'autonomie et d'initiative, capable uniquement de répondre comme une armée disciplinée aux directives d'un État-major de révolutionnaires professionnels, puisse jamais faire autre chose que produire et reproduire inlassablement les rapports capitalistes dans lesquels il se trouve enfermé.

Sans doute se trouvera-t-il des théoriciens pour soutenir que les rapports de production capitalistes sont destinés à s'effondrer de manière purement mécanique, sans aucune intervention active du prolétariat, et que celui-ci trouvera alors dans la nécessité historique la capacité d'instaurer le communisme, sans y avoir été le moins du monde préparé. Sans vouloir entrer dans le détail de l'argumentation, qui appellerait de longs développements, disons que ce genre de théorie nous paraît être une vue de l'esprit, que rien dans le mouvement historique du capitalisme ne permet de soutenir. Il nous semble au contraire que la crise des rapports de production ne fait que traduire l'incapacité croissante de la classe capitaliste à maintenir sa domination sur le prolétariat et donc, en définitive, le mûrissement au sein du prolétariat des conditions objectives qui débouchent sur l'abolition des classes et de l'exploitation¹. C'est là, à notre avis, la seule interprétation correcte de la définition bien connue du communisme comme mouvement réel du prolétariat et non comme projet inventé par des penseurs plus ou moins géniaux.

Précisons, pour écarter tout risque de malentendu, que par formation de nouveaux rapports sociaux au sein du prolétariat nous n'entendons en aucune manière une quelconque participation des prolétaires à la gestion capitaliste de la production, voire on ne sait quelle autogestion de la misère dans un capitalisme hypothétiquement débarrassé de capitalistes. Laissons ces billevesées aux frères prêcheurs de la CFDT. Pour nous, il ne s'agit nullement d'autogestion, et nous n'avons du reste pas utilisé ce terme dans notre plate-forme. Il ne peut s'agir que de la prise en mains par le prolétariat de la seule activité qui ne lui échappe pas entièrement, à savoir sa propre lutte contre l'exploitation qui lui est du reste imposée par le fonctionnement même de la société capitaliste.

Cette analyse implique en outre qu'il ne s'agit pas de se réclamer de rapports figés, déterminés une fois pour toutes, mais de relations toujours mouvantes, qui naissent, se

1. Voir à ce sujet *Lute de Classe* de juin-juillet 1971, « Crise du capitalisme et alternative révolutionnaire ».

développent, régressent, disparaissent ou changent de forme selon les vicissitudes de la lutte des classes. On pourrait objecter que des rapports sociaux non-capitalistes, voire anti-capitalistes, ne peuvent pas coexister avec les rapports de production capitalistes. Certes, il ne s'agit pas de nier que les rapports entre les classes sont déterminés de manière univoque par les rapports de production existants — en l'espèce, les rapports capitalistes. C'est même cette détermination qui exclut le passage graduel au communisme en tant que système achevé de rapports de production, et rend nécessaire un bouleversement violent de l'ordre social pour frayer la voie aux nouveaux rapports de production. Mais il n'en résulte pas que les rapports au sein même de la classe exploitée soient parfaitement déterminés par les rapports de production existants. Il n'en est pas ainsi dans la mesure précisément où cette classe — le prolétariat — est porteuse de nouveaux rapports de production, susceptibles de se substituer aux anciens. Dire que le prolétariat a un rôle historique à jouer, ou bien est une formule creuse pour discours dominicaux, ou bien implique nécessairement que le prolétariat est capable de produire, non seulement de la plus-value, mais aussi de nouveaux rapports de production et donc de nouveaux rapports sociaux. La preuve de cette affirmation est donnée par toute l'histoire du mouvement ouvrier, qui montre précisément — au grand dam des théories contre-révolutionnaires des Kautsky et des Lénine — que le prolétariat secrète périodiquement des formes d'organisation spécifiquement anti-capitalistes, et se bat sur des objectifs qui lui sont propres et qu'aucune organisation extérieure ne lui a suggérés.

Aucune direction — et aucun théoricien — n'a incité le prolétariat parisien à se lancer à l'assaut de l'État bourgeois en 1848, et à le démanteler en 1871. Aucun inventeur n'a déposé de brevet pour le soviet, ou pour le conseil ouvrier. C'est à l'initiative de la base qu'apparaissent les shop stewards en Grande-Bretagne, tout comme — plus près de nous — les comités d'action de Mai 68.

C'est des profondeurs de la classe ouvrière que part, au siècle dernier, le mouvement pour le raccourcissement de la journée de travail, qui a épargné à l'humanité une catastrophe démographique imminente. C'est là aussi que démarre la lutte pour l'augmentation des salaires qui, en élevant la valeur de la force de travail, a forcé le capitalisme à brûler les étapes de son évolution, et l'a conduit au point où l'établissement de nouveaux rapports de production devient objectivement possible.

Mais ce qui conditionne cette possibilité, ce n'est pas simplement un certain degré de perfectionnement des techniques de production. C'est, encore une fois, l'existence d'une classe capable de s'approprier collectivement les conditions de la vie en société, capacité qui ne peut être démontrée qu'au cours même de la lutte contre les exploités.

On parle souvent, à ce propos, d'élévation du niveau de conscience. Si cette expression est correctement interprétée, elle signifie précisément ce que nous appelons ici « formation de nouveaux rapports sociaux ». En général, malheureusement, la conscience est entendue dans un sens purement idéaliste, comme un schéma intellectuel existant dans la tête des prolétaires, et nourri, bien sûr, par les élucubrations de penseurs professionnels. Nous préférons donc mettre l'accent sur le fait qu'il s'agit bien de rapports qui s'établissent au sein d'une société donnée, en fonction des facteurs matériels qui déterminent l'être social des hommes et, par suite, leur conscience. Cette présentation a notamment l'avantage de remettre « la théorie » à sa place, qui est modeste : un facteur parmi d'autres, et certainement un des moins importants, dans l'apprentissage par le prolétariat de son rôle de classe dominante.

C'est là, selon nous, ce qui définit le communisme. Celui-ci progresse dans la mesure exacte où une fraction plus ou moins importante du prolétariat devient apte à **diriger** sa lutte contre le capital. Il recule dans la mesure où le prolétariat ne fait que servir de masse de manœuvre dans les luttes qui mettent aux prises différentes fractions capitalistes — fussent-elles les représentantes d'intérêts diamétralement opposés, tels ceux du capital privé et du capital d'État.

Il n'existe donc aucun « programme communiste » au sens purement idéaliste du terme, en tant que projet existant dans la conscience des militants. Il n'existe qu'un mouvement réel, auquel les militants sont ou ne sont pas parties prenantes.

Être révolutionnaire, dans ces conditions, c'est contribuer pour sa modeste part à rendre sa classe capable de s'acquitter de sa tâche historique, c'est aider telle ou telle fraction du prolétariat, avec qui l'on se trouve en contact, à prendre en mains la direction de ses luttes, c'est clarifier les objectifs et la nature du mouvement réel et non contribuer à les obscurcir.

Comment diable pourrait-on espérer atteindre de tels objectifs en manœuvrant pour faire accepter par le prolétariat une direction séparée de lui, et baptisée révolutionnaire pour les besoins de la cause ? Il est évident qu'une telle politique s'enferme d'emblée dans une contradiction insurmontable. On n'éteint pas le feu en y versant de l'huile, on n'aide pas le prolétariat à se débarrasser de la dictature du capital en lui collant sur le dos une dictature de rechange, même animée d'un ardent désir de voir le communisme fleurir aux quatre coins de la planète.

Cette position n'a absolument rien à voir avec des préoccupations morales ou esthétiques, qui nous sont parfaitement étrangères. Il ne s'agit précisément que

d'efficacité réelle. Car ce n'est pas être efficace que de dépenser ses forces dans une action qui ne peut aboutir qu'à des résultats contraires de ceux que l'on souhaite.

La pierre de touche de l'activité révolutionnaire est donc la reconnaissance, **en théorie et en pratique**, de l'hégémonie du prolétariat, à l'exclusion de toute espèce de direction séparée. Appliquant ce critère aux questions pratiques soulevées à la fin de ta lettre, nous constatons que le problème n'est nullement, pour les révolutionnaires, d'accepter ou de refuser de se salir les mains. La question n'est pas « Faut-il massacrer les flics ; museler les staliniens etc. ? » Mais plutôt : « Qui va décider de telles actions, et qui se chargera de les entreprendre ? » Selon nous, il est inconcevable que ce soient des révolutionnaires professionnels — car alors on se trouve en présence d'un État séparé du prolétariat (« L'État, ce sont des bandes armées ») et la vieille merde n'a fait que changer de couleur. Par contre, il est tout à fait concevable que le prolétariat, exerçant sa dictature, en vienne à prendre des mesures de ce genre, et il va de soi que les révolutionnaires conscients n'auraient pas à se soustraire à la part qui leur incomberait éventuellement dans l'exécution.

De même, si l'on veut instruire le procès du bolchevisme — tel qu'il a existé historiquement, ou tel qu'il pourrait encore exister à l'avenir — point n'est besoin de se lamenter sur le sort de Kronstadt, ni de rechercher dans les écrits de Lénine ou de ses épigones les passages qui traduisent leur incompréhension du communisme. L'histoire nous jugera sur nos actes, pas sur notre conscience ou nos intentions. Or, dans le cas des bolcheviks, les actes ne laissent place à aucune espèce de doute : avant, pendant et après la crise révolutionnaire, toute l'activité du parti a tendu à s'assurer la direction exclusive du mouvement, en s'opposant — au besoin à coups de canon — à toute tentative du prolétariat pour s'organiser en classe dominante. Il ne s'agit donc pas de « défauts », mais bel et bien d'une activité contre-révolutionnaire — selon la définition matérialiste donnée plus haut — qui interdit à coup sûr de voir dans le parti bolchevik une « composante à part entière du mouvement ouvrier » — à moins que l'on ne veuille étendre cette appellation aux sociaux-patriotes et aux syndicalistes qui coopèrent eux aussi à la soumission de la classe ouvrière à l'exploitation capitaliste.

Ceci dit, il va de soi qu'il n'est au pouvoir d'aucune organisation de fabriquer de toutes pièces les conditions objectives qui lui sont indispensables pour jouer un rôle réel. Ce n'est pas, par exemple, parce que les trotskistes actuels auront singé jusque dans le plus petit détail le modèle bolchevik qu'il leur sera donné d'entrer à leur tour dans le paradis du capitalisme d'État. Nous sommes bien d'accord que la bureaucratie, en tant que formation sociale, est le produit d'une situation historique, et non pas sa cause. Nous n'avons du

reste jamais dit autre chose. Tout au plus avons-nous cherché à préciser les caractéristiques qui ont rendu certaines organisations plus aptes que d'autres à jouer le rôle dont la possibilité leur était offerte par l'évolution historique.

Mais qui dit possibilité ne dit pas obligation. La bourgeoisie aussi est le produit de la nécessité historique. En résulte-t-il pour les révolutionnaires le devoir de s'intégrer à elle et de l'aider à assurer sa domination sur la société ? Ou ne sont-ils pas plutôt censés la combattre, quelles que soient les circonstances, et si le rapport des forces est tel qu'aucun succès immédiat n'est en vue ?

Dire qu'il « n'y avait rien d'autre à faire » n'est donc pas un argument digne d'un révolutionnaire. Il y a toujours autre chose à faire que de devenir l'instrument de la survie du capitalisme. Et quand bien même toute possibilité d'action aurait disparu, il vaudrait certainement mieux ne rien faire du tout que de se mettre au service de la contre-révolution au nom du réalisme, cette piètre excuse des éternels sauveteurs de l'exploitation.